

## Non à la politique gouvernementale 15 et 23 septembre : retrait du projet de démolition des retraites

Après un été marqué par l'aggravation de la crise économique et sociale, la corruption, les scandales politico-financiers et la xénophobie d'État, la colère est grande dans le pays. N. Sarkozy a suscité par ses interventions populistes et racistes une avalanche de réactions d'indignation en France comme au-delà de nos frontières.

La communauté universitaire et scientifique n'a pas été épargnée par la politique de l'exclusion, liberticide et génératrice d'inégalités (expulsions à Pau, Tours...). Le SNESUP s'est placé en première ligne dans l'appel initié par la Ligue des Droits de l'Homme : « *face à la xénophobie et à la politique du pilori : liberté, égalité, fraternité !* » et a contribué à la réussite des manifestations du 4 septembre.

### Services publics

Cette rentrée 2010 se déroule dans un contexte d'attaques renouvelées contre le service public : suppressions d'emplois massives, baisse drastique du nombre de postes ouverts aux concours d'enseignants, précarisation accrue, chômage persistant des diplômés...

Les personnels et les étudiants constatent une nette dégradation de leurs conditions de travail, d'études et de vie. L'application de la loi LRU et notamment la mise en place des RCE a considérablement amplifié les pouvoirs des présidents et de leurs affidés. Cela entraîne une multiplication des conflits locaux, des brimades et harcèlements, ce qui se traduit notamment par un nombre important de non-titulisations ou de dysfonctionnements dans les procédures de recrutement.

Le gouvernement continue sa marche forcée pour mettre en place sa contre-réforme de la formation des enseignants. Il refuse d'entendre la détresse qui s'exprime de la part des stagiaires 2010 qui se retrouvent devant leurs classes sans la moindre formation professionnelle et dont les premiers ont déjà commencé à démissionner. Les conséquences en seront gravissimes pour les élèves et leurs familles.

Ce gouvernement est entièrement responsable du chaos délibéré qui accompagne la mise en place des néo-masters (contenus de formation totalement divergents d'une université à l'autre, diminution voire disparition de la formation professionnelle, étudiants qui ne peuvent s'inscrire, stages bloqués dans l'attente de la signature des conventions, emplois du temps surchargés...) Cela entraîne entre autres une baisse énorme du nombre d'inscrits (masters et concours), mettant en danger la possibilité de former de futurs enseignants et l'existence des IUFM, de formations, notamment de masters recherche. Le SNESUP continue à demander l'abandon de cette réforme.

Une multitude d'appels d'offres liés au « grand emprunt » a mobilisé

des collègues déjà noyés dans la bureaucratie et l'accroissement de tâches annexes à leurs missions. La volonté persistante de faire émerger une dizaine d'ensembles universitaires visibles au niveau international, à l'image cette fois du concept allemand « d'initiatives d'excellence » prépare et organise une concurrence féroce qui va se renforcer. Ces investissements sélectifs ne sauraient et ne pourront se substituer au nécessaire réengagement de l'État pour rattraper le retard de financement du service public d'Enseignement Supérieur et de Recherche et faire face aux enjeux de société.

### Retraites

Dès 2009 et l'annonce du projet gouvernemental de démolition du système de retraites, une mobilisation multiforme (pétitions, grèves, manifestations...) s'est développée.

Le **7 septembre 2010** marque une étape décisive dans la lutte pour sauvegarder notre système de retraite.

Avec 2,7 millions de personnes (salariés, jeunes ou retraités) dans la rue, dans des cortèges combatifs, cette journée est une **réussite indéniable**. Les annonces du Président de la République, refusant de revenir sur le fond de sa réforme, ne modifient pas le caractère injuste et inacceptable de son projet. Passer de 60 ans à 62 ans pour l'âge légal de départ à la retraite et de 65 à 67 ans pour l'arrêt de la décote va diminuer le niveau des pensions et augmenter le nombre de pré-retraités et retraités vivant sous le seuil de pauvreté. Cela va faire exploser le nombre de seniors au chômage et aggraver les déficits des comptes sociaux (ASSEDIC, RSA, ...)

Ces mesures n'apportent aucune réponse sur les carrières qui commencent tard, nombreuses dans l'enseignement supérieur et la recherche. Elles augmentent les inégalités à l'encontre des femmes et des emplois précaires récurrents. Elles vont surtout obliger les collègues à rester plus longtemps en poste – y compris au-delà de 67 ans - alors que de nombreux jeunes vivent dans la précarité ou le chômage.

Les choix gouvernementaux privilégient les cadeaux fiscaux (dont le bouclier fiscal), les dégrèvements de cotisations accordés aux catégories les plus favorisées...en évitant soigneusement de mettre à contribution de manière autre que symbolique les profits financiers. Pourtant, le gouvernement et l'UMP ont su trouver les milliards nécessaires pour renflouer les banques.

**La force des mobilisations est cruciale pour faire reculer le gouvernement et obtenir le retrait de cette réforme des retraites.**

C'est pourquoi le SNESUP appelle les sections à se réunir pour décider de l'action. Il rappelle qu'il a déposé un préavis de grève jusqu'au 15. Le SNESUP appelle les universitaires à continuer la campagne d'explications et de débats sur les questions emploi-salaires-retraites : meetings, tracts, affiches..., en particulier à destination des étudiants et des collègues.

Le SNESUP appelle à **amplifier la mobilisation** et à **assurer le succès des journées du 15 et du 23 septembre**.

\* Jusqu'au **15 septembre**, organiser avec tous les partenaires des interpellations des parlementaires ou des rassemblements devant leurs permanences, devant les préfectures, et toute initiative à hauteur de l'attaque. A Paris, participer massivement au rassemblement Place de la Concorde à 12 h 30 (banderole « Messieurs, Mesdames les députés, ne votez pas cette réforme »).

\* Pour le **23 septembre** : journée interprofessionnelle de grèves et de manifestations. Un nouveau préavis de grève sera déposé pour la période du 16 au 23 septembre.

**Rien n'est joué, tout est possible et dépend de nous tous !**

A l'unanimité moins 3 NPPV